

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 MAI 1919

Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1897 concernant les délégués à l'Inspection des Mines.

DÉVELOPPEMENTS

1. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

MESSIEURS,

Les dangers particulièrement graves qui sont inhérents à toute exploitation de mines ont donné lieu non seulement à une réglementation très minutieuse de cette sorte de travaux et à une inspection spéciale confiée à des ingénieurs, mais encore à l'institution d'emplois de délégués ouvriers attachés à cette inspection en vue de la renforcer. On a été d'accord pour reconnaître que l'expérience acquise par des ouvriers du fond au cours d'une longue carrière leur permettrait de prêter un concours efficace à l'Inspection.

Aussi « le premier devoir imposé aux délégués consiste-t-il à examiner, au point de vue de la salubrité et de la sécurité, les travaux souterrains » (Circulaire ministérielle du 11 avril 1897).

Pour que cette institution porte tous ses fruits, il importe que les délégués soient mis dans des conditions telles qu'ils puissent accomplir parfaitement leur mission.

La première condition indispensable est une indépendance absolue vis-à-vis des exploitants dont ils ont éventuellement à signaler les infractions aux lois et règlements. Cette indépendance n'est pas moins nécessaire vis-à-vis des ouvriers. En effet, si l'exploitant et les personnes auxquelles il délègue son autorité sont en dernière analyse le plus souvent responsables, au moins indirectement, de ces infractions, en fait cependant la plupart de celles-ci sont commises par les ouvriers eux-mêmes. Or, cette double indépendance

est compromise par le peu de stabilité que la loi accorde à l'emploi de délégué en soumettant celui-ci tous les trois ans à une réélection par ceux-là qu'il a mission de surveiller. Elle est encore compromise par la situation précaire qui est faite au délégué au point de vue de la pension. Elle l'est enfin par les relations trop amicales qui peuvent se créer entre exploitant et délégué à l'Inspection des Mines, si celui-ci reste attaché pendant un trop grand nombre d'années à l'inspection des mêmes charbonnages.

Une deuxième condition requise pour que l'on puisse être assuré que le délégué accomplisse consciencieusement sa mission, est que les intéressés, exploitants et ouvriers, puissent aisément se rendre compte de la façon dont il la remplit. Si la loi actuelle donne sous ce rapport toute garantie à la direction des charbonnages, il n'en est pas de même pour les ouvriers : ceux-ci, en effet, malaisément arrivent à connaître les résultats d'une descente du délégué dans la mine.

Enfin, en troisième lieu, il importe que le délégué ne puisse être jamais entravé dans sa mission ni par l'absence du guide, ni par le manque de suite donnée à ses rapports à l'Inspection. A ce point de vue encore s'imposent certaines modifications de la loi actuelle.

Nous croyons donc répondre au but poursuivi par le législateur de 1897 en proposant les diverses modifications suivantes :

II. — EXAMEN DES ARTICLES A MODIFIER.

ART. 1. — Le mot « vacants » a été ajouté afin de mettre cet article en accord avec la suppression proposée de l'article 8.

ART. 2. — Les délégués doivent être tous les trois ans changés de circonscription dans la même province.

Depuis vingt et un ans que les délégués sont entrés en fonction, il sont toujours restés attachés aux mêmes charbonnages. Comment veut-on qu'il ne s'établisse pas des rapports trop amicaux entre les délégués et la direction des charbonnages ; or, c'est là un danger pour le parfait accomplissement des devoirs du fonctionnaire. On cite certains délégués dont le fils, le père ou un parent est chef porion, surveillant, géomètre, conducteur de travaux dans les charbonnages qu'ils ont à inspecter.

ART. 8. — Les délégués, selon la législation actuelle, sont soumis à réélection tous les trois ans. Il est clair qu'un délégué qui aura, pour remplir consciencieusement sa mission, signalé de nombreuses infractions soit à charge des patrons, soit à charge des ouvriers, verra sa réélection compromise. De là il y a danger que la crainte de perdre son emploi ne l'invite à fermer les yeux sur certaines infractions qu'il aura constatées.

Certains désireraient que l'élection des délégués ne soit confiée qu'aux ouvriers. Ce changement de mode d'élection qui ne tient compte que d'un seul des deux intérêts engagés, laisserait subsister le danger que crée l'article prévoyant la réélection : car en fait, ce sont le plus souvent les ouvriers

mêmes qui commettent les infractions. Le délégué en arriverait malheureusement trop facilement à cette conclusion que pour être le bienvenu auprès des ouvriers, ses électeurs, il lui faut éviter de signaler leurs infractions.

Il y a donc lieu de supprimer l'article 8, pour mettre le délégué sur le même pied que les autres fonctionnaires publics. D'autre part, l'article 13 permet la révocation par le ministre pour manquement grave.

ART. 10. — La restriction « à l'exécution desquels les ingénieurs de mines sont chargés de veiller » permet aux exploitants de se soustraire à l'inspection du délégué pour certaines lois promulguées postérieurement à celle qui nous intéresse, telles par exemple : les lois sur la limitation des heures de travail et le repos dominical.

Très souvent des infractions sont constatées et signalées par les délégués sans qu'il y soit donné suite apparente. Le délégué, interpellé à cet effet par les témoins de la constatation de l'infraction, doit se contenter de répondre : « J'ai fait mon service ». Il peut se faire ainsi que l'action du délégué soit entravée par les ingénieurs de mines qui ont jugé ne pas devoir donner suite à l'affaire, par exemple à cause de circonstances atténuantes. Remarquons qu'il est préférable que, même dans le cas où l'infraction est excusable, le Parquet décide et que l'affaire soit rendue publique. Cette procédure rendrait les lois et règlements plus efficaces. Il serait donc désirable que tous les rapports des délégués constatant des infractions aux lois et règlements des mines soient envoyés au Parquet.

ART. 11. — Les délégués et les ingénieurs choisissent d'ordinaire les mêmes heures de descente, savoir entre 7 et 8 heures pour le poste de jour et entre 18 et 20 heures pour le poste de nuit.

Il en résulte que, si l'inspecteur n'est pas arrivé le matin à 8 heures ou le soir à 20 heures, on n'a pas à redouter sa visite : les lois et règlements peuvent être violés impunément.

Des visites s'imposent le dimanche, en vue particulièrement de l'observation de la loi sur le repos dominical.

* * *

Le même article stipule que le registre où le délégué consigne ses observations soit « à la disposition des ouvriers ».

Depuis vingt et un ans que la loi est en vigueur, pas un ouvrier n'a osé aller demander à un directeur à voir le registre en question : une telle demande eût été, en effet, une marque de défiance, et par suite lui aurait fait craindre des mesures de représailles. L'exposition du registre dans les conditions indiquées dans le texte proposé permettrait aux ouvriers de se rendre compte si le délégué accomplit consciencieusement sa mission. Si celui-ci ne

faisait pas intégralement son devoir, les ouvriers pourraient le dénoncer sans crainte d'aucune sorte, puisqu'ils resteraient inconnus.

Un arrêté royal ne pourrait-il prescrire à cet effet qu'un local, tel qu'une petite aubette avec fenêtre, soit mis à la disposition du délégué? On y renfermerait les habits de mineur à son usage, de même que le nécessaire pour la consignation de ses observations. Le délégué en détiendrait une clef, de même que le directeur des travaux et l'ingénieur des mines.

* * *

ART. 12. — D'après le texte actuel, le délégué doit être accompagné.

Pour se conformer à cette prescription, souvent le délégué doit attendre à la surface que l'exploitant lui ait désigné un guide. Or, cela prête à inconvénient. Supposons que le délégué arrive à 20 heures, au moment où souvent se commettent les infractions de minage; l'exploitant et ses employés sont partis, il ne reste au charbonnage qu'un garde de nuit et peut-être quelques simples ouvriers. Se conformant à la loi actuelle, le délégué demandera un guide au portier, au garde de nuit ou à n'importe quelle personne qu'il rencontrera. Cette personne, non initiée au service de la mine, devra le faire attendre; on fera savoir au fond d'avoir à envoyer un porion; avant que celui-ci soit trouvé et ait pu parvenir à la surface, il pourra s'écouler une demi-heure, une heure, parfois une bonne partie de la nuit. Souvent aussi, sans qu'il y ait mauvaise volonté de la part de l'exploitant, le délégué devra s'en retourner sans avoir rien vu; mais s'il y a mauvaise volonté de la part de quelque chef, s'il y a à cacher quelque infraction, le guide n'arrivera certainement qu'après que tout danger d'être découvert aura disparu, ou peut-être n'arrivera-t-il pas. De là encore que le délégué ne peut guère se présenter pour la visite qu'entre 7 et 8 heures et entre 18 et 20 heures.

* * *

ART. 13. — Le service du délégué est très pénible. Dans certaines mines, il doit parcourir, couché pour ainsi dire, des centaines, voire des milliers de mètres en s'aidant de ses genoux et de ses coudes. Il doit monter et descendre des échelles boueuses, marcher dans l'eau, dans une atmosphère chargée de poussière, de fumée, etc. Cette atmosphère atteint très souvent une température de 50°. Comment un homme âgé de plus de soixante ans pourrait-il encore faire raisonnablement son service? Certains délégués de plus de 65 ans fonctionnent encore.

* * *

Pour assurer l'indépendance complète du délégué, il faut qu'il soit assuré contre l'invalidité.

Remarquons qu'en vertu des lois réglant la pension des mineurs, le délégué relevé de ses fonctions pour cause d'infirmité avant l'âge de soixante ans sera dans la pire situation. La Caisse de Retraite exige pour le paiement de

la rente qu'il ait atteint l'âge qu'il a fixé lors de son premier versement en 1912. Le délégué retrouvera difficilement du travail même à la surface dans un charbonnage, s'il en est encore capable. L'infirmité le voue donc à la misère.

Art. 17. — Il y a lieu d'assimiler pour la pension les délégués aux autres fonctionnaires de l'État. Cette disposition sera très précieuse pour leur assurer l'indépendance nécessaire.

Toutefois, il convient qu'ils continuent les versements aux caisses de prévoyance, afin qu'en cas de cessation de leurs fonctions, ils ne soient pas mis dans une situation inférieure à celle de leurs anciens compagnons de travail.

C^e P. DE LIEDEKERKE.



PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 11 avril 1897 concernant les délégués à l'Inspection des Mines.

ARTICLE PREMIER.

Le mot « vacants » est ajouté après le mot « emplois ». L'article sera donc rédigé comme suit :

Tous les trois ans, les sections des Conseils de l'industrie et du travail qui représentent l'industrie des charbonnages, proposent au Ministre de l'Industrie et du Travail, conformément aux règles tracées ci-après, des candidats aux emplois vacants de délégués à l'inspection des travaux souterrains des mines de houille.

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 2 :

Tous les trois ans les délégués seront changés de circonscription dans la même province.

ART. 8.

Cet article est supprimé.

ART. 10.

Au n° 3° les mots suivants sont supprimés : « à l'exécution desquels les ingénieurs des mines sont chargés de veiller ».

VOORSTEL VAN WET

tot wijziging der wet van 11 April 1897 betreffende de afgevaardigden bij het toezicht op de mijnen.

EERSTE ARTIKEL.

Het woord « openstaande » wordt vóór het woord « betrekkingen » ingevoegd. Bijgevolg dient het artikel te luiden :

Om de drie jaren worden, volgens de hierna bepaalde regelen, door de afdelingen van de nijverheids- en arbeidsraden, die de kolennijverheid vertegenwoordigen, aan den Minister van Nijverheid en Arbeid kandidaten voorgesteld voor de openstaande betrekkingen van afgevaardigde bij het toezicht op de ondergrondse werken der kolenmijnen.

ART. 2.

Aan dit artikel wordt de navolgende bepaling toegevoegd :

Om de drie jaren wordt aan de afgevaardigden eene andere omschrijving in dezelfde provincie aangewezen.

ART. 8.

Dit artikel vervalt.

ART. 10.

In n° 3° worden de woorden : « die de mijnningenieurs moeten doen naleven » weggelaten.

Ce même alinéa est complété comme il suit :

Les ingénieurs des mines transmettront au parquet, et ce sans exception, tous les rapports des délégués constatant une infraction aux lois et règlements des mines : le parquet en enverra un accusé de réception dont copie sera transmise au délégué.

ART. 11.

Le premier alinéa est complété comme il suit :

Les Directeurs d'arrondissement devront veiller à ce que ces visites soient faites à toutes les heures de la journée et parfois le dimanche et ne permettront pas que, dans un même charbonnage, le délégué fasse la visite à la même heure plusieurs fois consécutives.

Dans le même article, à la suite du 4°, le texte suivant est inséré :

Puis ce registre sera exposé ouvert à la vue des ouvriers, à la fenêtre d'un bâtiment ; il devra être placé de telle manière que rien n'empêche la lecture et qu'un ouvrier de taille moyenne puisse aisément prendre connaissance du rapport des délégués ; il restera exposé pendant la durée de deux postes.

ART. 12.

La disposition suivante est ajoutée au premier alinéa :

Si l'exploitant n'a pas à sa disposition à la surface une personne pour accompagner le délégué lors de son arrivée, celui-ci pourra descendre seul et aura le droit de se faire

Datzelfde lid wordt aangevuld als volgt :

De mijningenieurs doen, zonder eenige uitzondering, al de verslagen der afgevaardigden, waarbij eene overtreding van de wetten en reglementen op de mijnen wordt vastgesteld, aan het Parket geworden : het Parket zendt daarvan een ontvangstbewijs, waarvan een afschrift aan den afgevaardigde wordt overgemaakt.

ART. 11.

Het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

De arrondissementsbestuurders moeten er voor zorgen, dat die bezoeken op elk uur van den dag en soms des Zondags geschieden ; zij mogen niet toelaten dat de afgevaardigde eene zelfde kolenmijn verscheidene malen achtereenvolgens op hetzelfde uur bezoeke.

In hetzelfde artikel wordt, na n° 4°, de volgende bepaling ingevoegd :

Dit register wordt vervolgens, ter inzage van de werklieden, open ten toon gelegd aan het venster van een gebouw ; het moet worden geplaatst derwijze dat niets de lezing daarvan belet en dat een werkmán van gemiddelde grootte zonder moeite kennis nemen kan van het verslag der afgevaardigden ; het blijft ten toon gelegd tijdens twee posten.

ART. 12.

De navolgende bepaling wordt aan het eerste lid toegevoegd :

Beschikt de ondernemer op den bovengrond niet over eenen persoon om den afgevaardigde bij zijne aankomst te vergezellen, dan kan deze alleen nederdalen en heeft hij het

accompagner par une personne qu'il rencontrera jusqu'à ce que celle désignée par l'exploitant, l'ait rejoint.

ART. 15.

Le premier alinéa de cet article est rédigé comme il suit :

Le délégué parvenu à l'âge de soixante ans ne pourra plus continuer ses fonctions et sera admis à la pension. Le délégué qui, avant cet âge, est atteint d'infirmité, le rendant impropre à son service, peut être relevé de ses fonctions par le Ministre.

ART. 17.

Cet article débutera ainsi :

Les délégués admis à la pension soit pour cause d'infirmité, soit parce qu'ils ont atteint la limite d'âge, recevront une pension dont le montant sera fixé par arrêté royal.

recht om zich door eenen persoon, dien hij ontmoet, te doen vergezellen totdat de door den ondernemer aangewezen persoon bij hem komt.

ART. 15.

Het eerste lid van dit artikel wordt gelezen als volgt :

De afgevaardigde, die den leeftijd van zestig jaar bereikt, mag zijn ambt niet voortzetten en wordt op pensioen gesteld. De afgevaardigde, die vóór dien leeftijd een lichaamsgebrek heeft, waardoor hij ongeschikt wordt voor zijnen dienst, kan door den Minister uit zijn ambt ontslagen worden.

ART. 17.

De aanvang van dit artikel wordt gelezen als volgt :

De afgevaardigden, op pensioen gesteld hetzij wegens lichaamsgebreken, hetzij omdat zij de leeftijdsgrens hebben bereikt, ontvangen een pensioen, waarvan het bedrag bij koninklijk besluit wordt bepaald.

C^{te} P. DE LIEDEKERKE.

S. WINANDY.

Nicolas GOBLET.

Chev. Franz SCHARTZEN.

E. SERVAIS.

Ernest DRION.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 MEI 1919.

Wetsvoorstel

tot wijziging der wet van 11 April 1897 betreffende de afgevaardigden bij het toezicht op de mijnen.

TOELICHTING

I. — ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

MIJNE HEEREN,

De bijzondere erge gevaren, aan elk mijnbedrijf verbonden, gaven aanleiding niet alleen tot eene zeer nauwgezette regeling van soortgelijke werken en aan een bijzonder toezicht toevertrouwd aan ingenieurs, maar ook tot het instellen van betrekkingen van afgevaardigden-werklieden, bij dit toezicht werkzaam om het te versterken. Men was het eens om te erkennen dat de ondervinding, door de ondergrondse werklieden gedurende eene lange loopbaan opgedaan, hen in staat zou stellen om aan het Toezicht doelmatig mede te werken.

Ook « zijn de afgevaardigden in de eerste plaats gehouden, de ondergrondse werken ten opzichte van gezondheid en veiligheid na te gaan. » (Ministerieele omzendbrief van 11 April 1897.)

Opdat die instelling al hare vruchten afwerpe, behooren de afgevaardigden in zulken toestand te worden gesteld dat zij hunne taak op volmaakte wijze kunnen vervullen.

Het eerste onmisbaar vereischte is volstrekte onafhankelijkheid tegenover de ondernemers, wier overtredingen van wetten en verordeningen zij bij voorkomend geval moeten bekendmaken. Deze onafhankelijkheid is niet minder noodig tegenover de werklieden. Trouwens, indien de ondernemer en de personen, aan wie hij zijn gezag overdraagt, ten slotte meestal, ten minste onrechtstreeks, aansprakelijk zijn voor die overtredingen, feitelijk nochtans worden de meeste door de werklieden zelf begaan. Nu, dié tweevoudige onafhankelijkheid loopt gevaar wegens de weinige vastheid, welke de

wet aan het ambt van afgevaardigde geeft door dezen om de drie jaren te doen herkiezen door hen zelf, op wie hij toezicht moet houden. Zij loopt insgelijks gevaar door den onzekeren toestand van den afgevaardigde, wat het pensioen betreft. Zij loopt eindelijk gevaar door de te vriendelijke betrekkingen die tusschen ondernemer en afgevaardigden bij het mijn-toezicht kunnen ontstaan, indien dezen te lange jaren met het toezicht van dezelfde kolenmijnen belast blijven.

Een tweede vereischte om zeker te zijn dat de afgevaardigde met nauwgezetheid zijnen plicht vervult, is dat de belanghebbenden, zoo ondernemers als werklieden, zich gemakkelijk rekenschap kunnen geven van de wijze waarop hij dien kwijt. Geeft de tegenwoordige wet dienaangaande allen waarborg aan het bestuur der kolenmijnen, dan is dat niet het geval voor de werklieden : dezen komen inderdaad er moeilijk toe, de uitslagen van eene nederdaling van den afgevaardigde in de mijn te kennen.

In de derde plaats, eindelijk, is het van belang dat de afgevaardigde nooit in zijne taak kunne worden belemmerd noch door de afwezigheid van den gids, noch door het feit, dat geen gevolg wordt gegeven aan zijne tot de Inspectie gerichte verslagen. Ook in dit opzicht dienen sommige wijzigingen in de huidige wet te worden gebracht.

Wij meenen bijgevolg aan het doel, dat de wetgever van 1897 nastreefde, te beantwoorden door de onderscheidene navolgende wijzigingen voor te stellen :

II. — ONDERZOEK VAN DE TE WIJZIGEN ARTIKELEN.

ARTIKEL 1. — Het woord « openstaande » werd toegevoegd om dit artikel in overeenstemming te brengen met de bij artikel 8 voorgestelde weglating.

ART. 2. — Om de drie jaren wordt aan de afgevaardigden eene andere omschrijving in dezelfde provincie aangewezen.

Het is nu een en twintig jaar dat de afgevaardigden als zoodanig zijn opgetreden : steeds waren zij werkzaam in dezelfde kolenmijnen. Hoe is het mogelijk dat er geene al te vriendschappelijke betrekkingen ontstaan tusschen de afgevaardigden en het bestuur der kolenmijnen ? Nu, daar ligt een gevaar voor de volmaakte naleving van de plichten des ambtenaars. Van sommige afgevaardigden wordt gezegd dat hun zoon, hun vader of een hunner bloedverwanten hoofd-ploegbaas, opzichter, landmeter, voorman is in de kolenmijnen, welker toezicht hun is opgedragen.

ART. 8. — Volgens de huidige wetgeving moeten de afgevaardigden om de drie jaren herkozen worden. Het spreekt vanzelf dat een afgevaardigde die, om zijne taak gewetensvol te vervullen, talrijke overtredingen hetzij ten laste van de werkgevers, hetzij ten laste van de arbeiders heeft aangegeven, gevaar loopt niet herkozen te worden. Daarom is het te vreezen dat hij om zijne betrekking niet te verliezen, er toe gebracht wordt sommige door hem vastgestelde overtredingen door de vingers te zien.

Sommigen verlangen dat de verkiezing van de afgevaardigden alleen aan de werklieden worde toevertrouwd. Deze verkiezingswijze, welke rekening houdt met slechts één van de beide betrokken belangen, zou het gevaar laten voortbestaan, voortvloeiende uit het artikel betreffende de herkiezing : immers, feitelijk, zijn het meestal de arbeiders zelven die de overtredingen plegen. De afgevaardigde zou ongelukkiglijk al te licht tot deze gevolgtrekking komen dat hij, om goed te staan bij de werklieden, zijne kiezers, moet vermijden hunne overtredingen aan te geven.

Artikel 8 moet dus wegvallen, om den afgevaardigde op gelijken voet te stellen met de overige openbare ambtenaren. Anderzijds kan de Minister, krachtens artikel 13, overgaan tot de afzetting wegens zware tekortkoming.

Art. 10. — Dank zij de beperking : « die de mijningenieurs moeten doen naleven », kunnen de ondernemers zich aan het toezicht van den afgevaardigde onttrekken voor sommige wetten, afgekondigd na deze die ons aanbelangt, zooals bij voorbeeld, de wetten op de beperking van den arbeidsduur en de Zondagsrust.

Zeer dikwijls worden door de afgevaardigden overtredingen vastgesteld en aangegeven zonder dat daaraan eenig blijkbaar gevolg gegeven wordt. De afgevaardigde, te dien einde ondervraagd door de getuigen van de vaststelling der overtreding, moet er zich bij bepalen, te antwoorden : « Ik heb mijn dienst verricht ». Zoo kan het gebeuren dat het handelend optreden van den afgevaardigde belemmerd wordt door de mijningenieurs die meenden geen gevolg aan de zaak te moeten geven, bij voorbeeld wegens verzachtende omstandigheden. Merken wij op, dat het verkieslijk is dat, zelfs wanneer de overtreding te vergoelijken is, het Parket over de zaak beslist en de zaak openbaar wordt gemaakt : op die wijze zouden de wetten en reglementen beter hun doel bereiken. Het komt dus wenschelijk voor, dat al de verslagen der afgevaardigden, waarbij eene overtreding van de wetten en reglementen op de mijnen wordt vastgesteld, aan het Parket worden gezonden.

Art. 11. — De afgevaardigden en de ingenieurs kiezen gewoonlijk hetzelfde uur om neer te dalen, namelijk tusschen 7 en 8 uur voor de dagploeg en tusschen 18 en 20 uur voor de nachtploeg.

Daaruit volgt dat, wanneer de opzichter 's morgens te 8 uur of 's avonds te 20 uur niet aangekomen is, zijn bezoek niet meer dient te worden gevreesd; de wetten en reglementen kunnen straffeloos overtreden worden.

's Zondags zijn de bezoeken noodzakelijk, inzonderheid met het oog op de naleving der wet op de Zondagsrust.

* * *

Hetzelfde artikel bepaalt dat het register, waarin de afgevaardigde zijne aanmerkingen neerschrijft, « ter beschikking van de werklieden » dient te zijn.

Sedert een en twintig jaar dat de wet van kracht is, heeft niet één werkmán ooit aan den bestuurder genoemd register durven vragen : zulke vraag zou inderdaad een teeken van mistrouwen geweest zijn en zou hem dienvolgens aan tegenmaatregelen hebben blootgesteld. Door het tentoonleggen van het register op de wijzen aangeduid in den voorgestelden tekst zouden de werklíeden kunnen nagaan of de afgevaardigde zijne taak gewetensvol heeft volbracht. Mocht deze zich niet nauwkeurig van zijne plichten kwijten, dan zouden de werklíeden hem zonder de minste vrees kunnen aanklagen, daar zij onbekend zouden blijven.

Zou een koninklijk besluit te dien einde niet kunnen voorschrijven dat een lokaal, bijvoorbeeld een huisje met een venster, ter beschikking van den afgevaardigde worde gesteld? Men zou er de mijnwerkerskíeeren, die hij gebruikt, kunnen opsluiten, met al het noodige voor de aanteekening zijner opmerkingen. De afgevaardigde zou er een sleutel van bezitten, evenals de bestuurder der werken en de mijníngenieur.

*
* * *

ART. 12. — Volgens den tegenwoordigen tekst moet de afgevaardigde vergezeld worden.

Om aan dit voorschrift gevolg te geven, moet de afgevaardigde dikwijls op den bovengrond wachten totdat de ondernemer hem een gids heeft aangewezen. Nu, dat levert bezwaren op. Onderstellen wij dat de afgevaardigde te 20 uur aankomt, op het oogenblik dat er dikwijls overtredingen betreffende de mijnwerken worden bedreven; de ondernemer en zijne bedienden zijn vertrokken, bij de mijn blijven nog enkel een nachtwaker en misschien een paar gewone werklíeden. Zooals de tegenwoordige wet voorschrijft, zal de afgevaardigde eenen gids vragen aan den deurwachter, aan den nachtwaker of aan om 't even welken persoon dien hij ontmoet. Deze persoon, niet op de hoogte van den mijndienst, moet hem doen wachten; men zal binnen in de mijn laten weten dat een ploegbaas naar boven moet komen; vooraleer deze gevonden en boven is, kan er een half uur, een uur, soms een deel van den nacht verlopen. Dikwijls ook zal de afgevaardigde, zonder kwaden wil van den ondernemer, onverrichter zake moeten heengaan; doch, wanneer er kwade wil van eenig hoofd in 't spel is, wanneer men eene overtreding wil verbergen, zal de gids voorzeker slechts aankomen nadat alle gevaar van ontdekking geweken is, ofwel komt hij heelemaal niet aan. Dat is nog eene reden waarom de afgevaardigde zich voor het bezoek slechts tusschen 7 en 8 uur en tusschen 18 en 20 uur kan aanbieden.

*
* * *

ART. 13. — De dienst van den afgevaardigde is zeer zwaar. In sommige mijnen moet hij, kruipende bijna, met knieën en ellebogen werkende, honderden, zelfs duizenden meters afleggen. Hij moet klimmen en dalen

langs slijkerige ladders, door het water loopen, in een lucht vol stof, damp, enz. Die temperatuur bereikt zeer dikwijls 30°. Hoe kan een man van boven zestig jaar dien dienst nog behoorlijk vervullen? Er zijn nog in dienst afgevaardigden van meer dan 68 jaar.

* * *

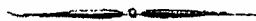
Om de volstrekte onafhankelijkheid van den afgevaardigde te vestigen, moet hij tegen invaliditeit verzekerd zijn.

Wij wijzen er op, dat, krachtens de wetten op de mijnwerkerspensioenen, de afgevaardigde, wegens lichaamsgebreken uit zijn ambt ontheven vóór den leeftijd van zestig jaar, in den ergsten toestand zal verkeeren. De Lijfrentekas eischt, voor de uitkeering van het pensioen, dat hij den leeftijd hebbe bereikt, door hem bepaald bij zijne eerste storting in 1912. De afgevaardigde zal moeilijk opnieuw werk kunnen vinden in eene kolenmijn, zelfs op den bovengrond, indien hij er nog toe bekwaam is. De lichaamsgebreken dompelen hem dus in ellende.

ART. 17. — Voor het pensioen dienen de afgevaardigden op gelijken voet te worden gesteld met de overige Staatsambtenaren. Deze bepaling zal van zeer groot belang zijn om hun de noodige onafhankelijkheid te verzekeren.

Zij behooren evenwel hunne stortingen in de voorzorgskassen voort te zetten, om te vermijden dat, ingeval zij hunne betrekking niet meer waarnemen, zij in eenen minderwaardigen toestand worden gebracht dan dien van hunne vroegere medearbeiders.

Graaf P. DE LIEDEKERKE.



PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 11 avril 1897 concernant les délégués à l'Inspection des Mines.

ARTICLE PREMIER.

Le mot « vacants » est ajouté après le mot « emplois ». L'article sera donc rédigé comme suit :

Tous les trois ans, les sections des Conseils de l'industrie et du travail qui représentent l'industrie des charbonnages, proposent au Ministre de l'Industrie et du Travail, conformément aux règles tracées ci-après, des candidats aux emplois vacants de délégués à l'Inspection des travaux souterrains des mines de houille.

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 2 :

Tous les trois ans les délégués seront changés de circonscription dans la même province.

ART. 8.

Cet article est supprimé.

ART. 10.

Au n° 3° les mots suivants sont supprimés : « à l'exécution desquels les ingénieurs des mines sont chargés de veiller ».

VOORSTEL VAN WET

tot wijziging der wet van 11 April 1897 betreffende de afgevaardigden bij het toezicht op de mijnen.

EERSTE ARTIKEL.

Het woord « openstaande » wordt vóór het woord « betrekkingen » ingevoegd. Bijgevolg dient het artikel te luiden :

Om de drie jaren worden, volgens de hierna bepaalde regelen, door de afdelingen van de Nijverheids- en Arbeidsraden, die de kolennijverheid vertegenwoordigen, aan den Minister van Nijverheid en Arbeid kandidaten voorgesteld voor de openstaande betrekkingen van afgevaardigde bij het toezicht op de ondergrondse werken der kolennijnen.

ART. 2.

Aan dit artikel wordt de navolgende bepaling toegevoegd :

Om de drie jaren wordt aan de afgevaardigden eene andere omschrijving in dezelfde provincie aangewezen.

ART. 8.

Dit artikel vervalt.

ART. 10.

In n° 3° worden de woorden : « die de mijnningenieurs moeten doen naleven » weggelaten.

Ce même alinéa est complété comme il suit :

Les ingénieurs des mines transmettront au parquet, et ce sans exception, tous les rapports des délégués constatant une infraction aux lois et règlements des mines : le parquet en enverra un accusé de réception dont copie sera transmise au délégué.

ART. 11.

Le premier alinéa est complété comme il suit :

Les Directeurs d'arrondissement devront veiller à ce que ces visites soient faites à toutes les heures de la journée et parfois le dimanche et ne permettront pas que, dans un même charbonnage, le délégué fasse la visite à la même heure plusieurs fois consécutives.

Dans le même article, à la suite du 4°, le texte suivant est inséré :

Puis ce registre sera exposé ouvert à la vue des ouvriers, à la fenêtre d'un bâtiment ; il devra être placé de telle manière que rien n'empêche la lecture et qu'un ouvrier de taille moyenne puisse aisément prendre connaissance du rapport des délégués ; il restera exposé pendant la durée de deux postes.

ART. 12.

La disposition suivante est ajoutée au premier alinéa :

Si l'exploitant n'a pas à sa disposition à la surface une personne pour accompagner le délégué lors de son arrivée, celui-ci pourra descendre seul et aura le droit de se faire

Datselfde lid wordt aangevuld als volgt :

De mijningenieurs doen, zonder eenige uitzondering, al de verslagen der afgevaardigden, waarbij eene overtreding van de wetten en reglementen op de mijnen wordt vastgesteld, aan het Parket geworden : het Parket zendt daarvan een ontvangsbewijs, waarvan een afschrift aan den afgevaardigde wordt overgemaakt.

ART. 11.

Het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

De arrondissementsbestuurders moeten er voor zorgen, dat die bezoeken op elk uur van den dag en soms des Zondags geschieden ; zij mogen niet toelaten dat de afgevaardigde eene zelfde kolenmijn verscheidene malen achtereenvolgens op hetzelfde uur bezoeke.

In hetzelfde artikel wordt, na n° 4°, de volgende bepaling ingevoegd :

Dit register wordt vervolgens, ter inzage van de werklieden, open ten toon gelegd aan het venster van een gebouw ; het moet worden geplaatst derwijze dat niets de lezing daarvan belet en dat een werkmán van gemiddelde grootte zonder moeite kennis nemen kan van het verslag der afgevaardigden ; het blijft ten toon gelegd tijdens twee posten.

ART. 12.

De navolgende bepaling wordt aan het eerste lid toegevoegd :

Beschikt de ondernemer op den bovengrond niet over eenen persoon om den afgevaardigde bij zijne aankomst te vergezellen, dan kan deze alleen nederdalen en heeft hij het

accompagner par une personne qu'il rencontrera jusqu'à ce que celle désignée par l'exploitant, l'ait rejoint.

ART. 15.

Le premier alinéa de cet article est rédigé comme il suit :

Le délégué parvenu à l'âge de soixante ans ne pourra plus continuer ses fonctions et sera admis à la pension. Le délégué qui, avant cet âge, est atteint d'infirmité, le rendant impropre à son service, peut être relevé de ses fonctions par le Ministre.

ART. 17.

Cet article débutera ainsi :

Les délégués admis à la pension soit pour cause d'infirmité, soit parce qu'ils ont atteint la limite d'âge, recevront une pension dont le montant sera fixé par arrêté royal.

recht om zich door eenen persoon, dien hij ontmoet, te doen vergezellen totdat de door den ondernemer aangewezen persoon bij hem komt.

ART. 15.

Het eerste lid van dit artikel wordt gelezen als volgt :

De afgevaardigde, die den leeftijd van zestig jaar bereikt, mag zijn ambt niet voortzetten en wordt op pensioen gesteld. De afgevaardigde, die vóór dien leeftijd een lichaamsgebrek heeft, waardoor hij ongeschikt wordt voor zijnen dienst, kan door den Minister uit zijn ambt ontslagen worden.

ART. 17.

De aanvang van dit artikel wordt gelezen als volgt :

De afgevaardigden, op pensioen gesteld hetzij wegens lichaamsgebreken, hetzij omdat zij de leeftijdsgrens hebben bereikt, ontvangen een pensioen, waarvan het bedrag bij koninklijk besluit wordt bepaald.

C^{te} P. DE LIEDEKERKE.

S. WINANDY.

Nicolas GOBLET.

Chev. FRANZ SCHAETZEN.

E. SERVAIS.

Ernest DRION.

